

E-COMMERCE Projet de plateforme d'Ensisheim

Des arbres contre des entrepôts

Alors que les projets de construction d'entrepôts logistiques avancent à Dambach-la-Ville, Ensisheim et Fontaine, les manifestations de rejet se multiplient ces derniers jours. Ce vendredi, symboliquement, des arbres ont été plantés sur les terrains des deux projets alsaciens.

Ces derniers mois, les projets de plateformes logistiques dédiés au e-commerce ont fleuri en France. On en compte trois dans la région, sur un peu plus de 100 km : un de 150 000 m² de plancher sur trois niveaux à Dambach-la-Ville (lire ci-dessous), un de 190 000 m² de plancher (quatre niveaux) et 23 m de haut sur 16 ha à Ensisheim, et un de près de 80 000 m² sur l'aéroparc de Fontaine, dans le Territoire de Belfort. Si ces projets satisfont une partie des élus locaux, ils affolent des citoyens.

À Ensisheim, la mobilisation a démarré étrangement. L'enquête publique ouverte le 19 février dernier n'a pas suscité d'intérêt particulier au départ. Mais le Covid est passé par là. Après sa suspension – le 20 février, à deux jours de la fin – des associations locales ont été

alertées par le Chaudron des alternatives, un collectif transpartisan de Sélestat, qui suit le projet bas-rhinois. Sans cette alerte, le projet serait passé ni vu, ni connu. L'enquête a été relancée pour neuf jours et 325 motions ont été déposées, sur des thèmes variés mais toutes demandant l'abandon du projet. Contre toute attente, le 30 juin, le commissaire enquêteur rendait néanmoins un avis favorable sans réserve.

Une jonction prévue de longue date

Le permis de construire a été délivré le 21 juillet par la municipalité d'Ensisheim. Les travaux vont bon train, notamment ceux de la nouvelle route qui contournera la ville et traversera la zone d'activité de la Plaine d'Alsace, pour rejoindre l'A35.

Michel Habig, maire d'Ensisheim et président de la communauté de communes Centre Alsace, insiste souvent sur ce point : le développement de la zone d'activité et cette route étaient prévus de longue date. D'ailleurs, ces aménagements – pour près de 10 millions d'euros – sont destinés à ceux qui



Plusieurs associations ont investi le terrain à Ensisheim ce vendredi pour y planter un alisier, symbole d'une nature qu'ils entendent préserver. Photo L'Alsace /Vincent VOEGLIN

traversent Ensisheim comme à ceux qui desservent les entreprises installées sur place, de THK à Bubendorff, en passant par Delticom, en cours d'installation.

Le Coderst (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) doit désormais émettre un avis. « Nous devions en parler à la réunion de juillet, qui a été annulée... Il y a eu une réunion mercredi, mais ce n'était pas à l'ordre du jour », indique Christian Uhrweiller, vice-président d'Alsace Nature, qui y siège. « C'est sur la

base de l'avis de cette instance que le préfet pourra donner une autorisation environnementale. » Le militant ne se fait guère d'illusions : « C'est un peu une chambre d'enregistrement. On est deux ou trois à s'opposer, mais il n'y a jamais d'avis négatif... »

Les opposants au projet – qui dénoncent les conséquences environnementales et sociales – ont choisi de mettre la pression. Après une manifestation mercredi à Colmar, plusieurs associations (Rucssa, ANV Cop21, Man, Alternatia, Chaudron des alternatives,

LFI, quelques gliets jaunes...) ont investi le terrain à Ensisheim ce vendredi, pour y planter un alisier, symbole d'une nature qu'ils entendent préserver. Puis ils ont pris la parole devant la mairie.

« Les élus ne bougent pas beaucoup »

Certains militants s'étaient présentés la veille au conseil communautaire. « Les élus ne bougent pas beaucoup. Nous les avons tous appelés et il n'y en a pas un qui a vraiment défendu le projet. Cer-

tains ne veulent pas d'ennuis avec Michel Habig », assure Roland Braun, au nom du collectif Rucssa (Réseau d'urgence climatique et social sud Alsace). Ils aimeraient que les élus prennent clairement position pour faire évoluer le débat. En attendant, Alsace Nature a été mandatée pour déposer un premier recours contre le permis de construire. À Fontaine, c'est ce qu'ont fait les Amis de la Terre et France Nature Environnement le 24 juillet.

Aux côtés des manifestants, il y avait Leïla Chaïbi, eurodéputé LFI qui a entamé une sorte de tour de France des projets Amazon ou apparentés – il y en a plus d'une dizaine aujourd'hui. « À chaque fois, c'est la même chose, ils avancent masqués. Le projet est porté par des sociétés écrans, dans des zones où le taux de chômage est important. Ils font du chantage avec ça ! », assure-t-elle. Leïla Chaïbi cite au contraire une note de Mounir Majoudi, ancien secrétaire d'État au numérique, « qui explique que, pour chaque emploi créé par Amazon, plus de deux pourraient être détruits ».

Ces prises de position n'ont fait sortir personne de la mairie. Nous avons cherché à joindre Michel Habig à plusieurs reprises, en vain.

Élise GUILLOTTEAU

PLUS WEB

Notre vidéo sur www.lalsace.fr

Qui et combien ?

Amazon ou pas ? Impossible, pour l'heure, de connaître le nom du futur utilisateur de l'entrepôt d'Ensisheim, comme de ceux de Dambach-la-Ville et Fontaine. « Le projet est en attente d'une autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Nous ne communiquerons qu'une fois le délai de recours écoulé », déclare Emmanuel Mercier, en charge du projet Eurovia 16 à Ensisheim. Comme la fédération Alsace Nature a déjà annoncé qu'elle en déposerait un et que le délai est de quatre mois, il faudra encore patienter. Parmi les trois projets, combien d'entrepôts seront vraiment le jour ? « Dans le Bade-Wurtemberg et en Suisse, des élus ont refusé ces implantations. Amazon, notamment, cherche des emplacements dans notre région car on est sur un axe stratégique. Mais il n'est pas impossible qu'ils leurrent tout le monde, qu'ils avancent sur tous les fronts pour n'en retenir qu'un ou deux à la fin... », avance Yeliz Ergenschaeffer, du Chaudron des alternatives.

La CCI Alsace en pleine réflexion

À ce jour, Jean-Luc Heimbürger n'exprime pas de « position officielle arrêtée » sur la multiplication des plateformes de commerce en Alsace. « Je suis en train de consulter les territoires concernés via les présidents délégués et leurs ressortissants », explique le président de la CCI Alsace Eurométropole. Il entend, à ce sujet, être « la voix du commerce » qui, constate-t-il, n'est lui-même pas unanime sur ces implantations.

« Le commerce de centre-ville ne les voit évidemment pas d'un bon œil mais, dans le cadre de la digitalisation de leur activité, certains commerçants utilisent eux-mêmes des marketplaces pour développer leur chiffre d'affaires »,

relève-t-il. Jean-Luc Heimbürger, qui s'interroge sur la nécessité de raccourcir encore les temps de livraison, souligne le travail de fond conduit, à la faveur de la crise du coronavirus, d'une part pour promouvoir les relations d'affaires entre entreprises locales via la plateforme « business sourcing », d'autre part pour parvenir à relocaliser l'industrie.

« N'est-il pas plus utile de consacrer les terrains disponibles à l'industrie, synonyme de production et d'emplois pérennes ? », interroge-t-il, aspirant sur cette question à une véritable « stratégie de territoire ». « Cela mérite un temps de réflexion », pose-t-il.

H. D.

À Dambach-la-Ville, entre crainte et espoir

Beaucoup moins avancé que celui d'Ensisheim, le projet de Dambach-la-Ville reste incertain. Les élus du secteur affirment ne plus avoir de contact avec Amazon depuis des mois. Mais le géant américain avance souvent masqué, rappelle les opposants.

« Plantons des arbres plutôt que des entrepôts » : c'était la devise des membres du Chaudron des alternatives, ce vendredi. Après une première action à Ensisheim, ils se sont regroupés devant la plateforme d'activités d'Alsace Centrale, à Dambach-la-Ville. À l'entrée de la zone, ils ont planté un arbre, d'une essence locale : un prunier « quetsche d'Alsace ».

Une action symbolique, sur ce site à proximité duquel pourrait s'implanter un entrepôt logistique d'Amazon, sur 150 000 m². Un projet encore très flou, évoqué pour la première fois publiquement en février. Le groupe de Jeff Bezos, qui cherche à densifier sa présence dans l'est de la France, aurait approché la communauté de communes du Pays de Barr,

propriétaire des terrains, fin 2019. Gilbert Scholly, qui était alors président, avait affiché son soutien au projet. Tout comme la fait son successeur, Claude Hauller, également maire de Dambach-la-Ville. Interrogé sur le sujet en mars dernier, il jugeait l'arrivée d'Amazon « pas incompatible avec le commerce local ». Un avis partagé par Nathalie Ernst, la maire de Barr, ville la plus peuplée de la communauté de communes, qui se disait opposée au modèle Amazon, mais pas à son implantation locale.

Une zone qui cherche depuis des années des acquéreurs

Depuis mars, les élus sont devenus moins disert sur le sujet. Claude Hauller assure qu'il n'a « aucune nouvelle d'Amazon depuis six mois » et refuse de se rendre aux actions menées par les opposants tant que « le projet ne bouge pas ». Il affirme par ailleurs être en contact avec d'autres entreprises, de dimension régionale cette fois, intéressées par cette zone, située à proximité immédiate de l'autoroute A35, et qui cherche depuis des années des acquéreurs pour la



Un prunier « quetsche d'Alsace » a été planté à l'entrée de la plateforme d'activités d'Alsace Centrale. Photo DNA/Franck DELHOMME

deuxième tranche, où 48 ha sont disponibles.

Ce flou donne de l'espoir aux membres du Chaudron des alternatives, mobilisés depuis février et soutenus par une soixantaine d'associations, ONG et collectifs. Mais la méfiance reste de mise. « Les choses se font de manière confidentielle. Amazon travaille en sous-marin, avec des clauses de confidentialité, pour se confronter le plus tard possible aux opposants », constate Pascal Lacombe,

membre du Chaudron des alternatives. « C'est un déni de démocratie. » Et de citer des exemples d'implantation ailleurs en France, où « certains élus en attente de financements de la communauté de communes n'ont pas se positionner contre le président ».

Les anti-Amazon, eux, sont unanimes : ils ne se battent pas seulement contre un projet en particulier, mais contre un modèle de société.

Fanny HOLVECK

les jours **PORCELANOSA**
du 3 au 24 octobre 2020

11 rue de Sultz - WITTENHEIM
* OFFRE NON CUMULABLE, VOIR CONDITIONS EN MAGASIN



-30%
RÉDUCTION

68A10120